



Malo-les-Bains

25 août 2016

Intervention de Fabien ROUSSEL – secrétaire départemental du PCF

Mesdames, Messieurs,

Cher(e)s ami(e)s,

Quel plaisir de se retrouver à Malo pour notre traditionnelle journée à la Mer que nous organisons depuis maintenant 27 ans avec toujours la même énergie !

65 bus, des dizaines de voitures en covoiturage et vous voilà plus de 4 000 présents aujourd'hui à MALO !

Bravo à toutes et à tous ! Bravo à tous les militants communistes qui, dans une soixantaine de villes de notre département, ont organisé cette journée et nous accueillent aujourd'hui.

Ce n'est quand même pas courant qu'un parti politique organise une journée à la Mer et s'engage dans une action de solidarité de cette ampleur !

D'abord, cette journée permet à des milliers de familles de passer un moment de bonheur partagé. Un peu d'humanité dans ce monde si dur, l'Humain d'abord !

Ici, à Malo, c'est l'occasion de dénoncer cette injustice pour les 46% de Nordistes qui ne seront pas partis en vacances cet été, principalement pour des raisons de coût.

Et franchement, quel symbole, 80 ans après le Front Populaire, qui avait permis d'instaurer les congés payés pour des millions de travailleurs. Un français sur deux ne part pas en vacances, faute d'argent ! Quel recul ! C'est la raison pour laquelle nous avons voulu fêter cet anniversaire et que nous vous invitons à découvrir la très belle expo présente dans la salle.

Ey vous le verrez, en 36 comme aujourd'hui, les communistes français sont présents, au côté des familles, des salariés, des ouvriers et de tous ceux qui n'en peuvent plus de cette société, pour organiser la solidarité et en même temps, pour dire qu'un autre monde est possible.

Aujourd'hui, ce sont les communistes du Nord qui défendent, à travers cette journée, le droit aux vacances pour tous. La semaine dernière, c'étaient ceux de l'Oise avec 1600 personnes sur les plages de Dieppe.

Et puis il y a ceux de la Région parisienne qui organisaient il y a quelques jours une vente de légumes à prix coûtant, au cœur de Paris, pour dénoncer le racket de l'industrie agro-alimentaire.

Et entre nous, le scandale de LACTALIS, qui étrangle nos agriculteurs, est à l'image de ce capitalisme prédateur qui détruit nos emplois. Le PDG de LACTALIS, Monsieur BESNIER, est la 8^{ème} fortune de France avec un patrimoine de 6,8 milliards d'euros ! Il préfère payer des amendes à l'Etat plutôt que de publier ses comptes comme la loi l'exige. Mais ça n'a pas empêché l'Etat de lui verser plus de 34 millions d'euros d'aide directe au titre du CICE ! Comment voulez-vous faire respecter l'autorité de l'Etat ! C'est ce scandale là qu'il faut aussi dénoncer !

Nous sommes solidaires de nos agriculteurs, surtout dans notre région où ils sont nombreux à souffrir de la concurrence déloyale imposée par l'Europe de Bruxelles !

La solidarité, nous l'exprimons aussi toute l'année, avec les militants, les élus qui sont à vos côtés dans les villages et les quartiers de nos grandes villes, pour vous défendre, pour faire respecter les droits de chacun, pour exiger plus d'humanité et de justice sociale dans notre pays.

Et nous avons des victoires, comme celle de la réintégration de José DESSILLY, chef d'équipe chez BOMBARDIER, licencié injustement, sans indemnité et réintégré par décision des prud'hommes ! Victoire aussi à Tourcoing, pour cette caissière d'AUCHAN, licencié pour 84 centimes d'euros et réintégré, aussi !

La solidarité ça compte et ça peut faire la différence, surtout quand les syndicats et les salariés s'unissent et affirment leur détermination à faire respecter les droits de chacun.

Nous sommes fiers de cet engagement et c'est certainement cet engagement-là, sincère, honnête, désintéressé qui manque le plus à la politique aujourd'hui, qui manque le plus à la France !

C'est d'ailleurs pour cela que nous avons été, avec des millions de salariés, de jeunes, de militants syndicaux, tous unis pour rejeter la Loi El Khomery, promulgué en plein été par un gouvernement qui a privé les parlementaires de voter sur ce texte en utilisant l'article 49-3 de la Constitution ! Quel scandale, quel honte pour un pays dit démocratique ! Nous appelons à participer massivement à la nouvelle journée d'action du 15 septembre prochain pour exiger plus de protection et de sécurité pour les salariés de notre pays ! Oui cette sécurité-là, la sécurité de l'emploi, avec un vrai salaire, nous voulons aussi en parler !

Cette rentrée sociale sera, nous le souhaitons, bien plus riche que celle animée par les débats sur le burkini, les bagarres de plage, la surenchère sécuritaire, la primaire à gauche, à droite ... ça, c'est le médiocre hit-parade qui nous est servi comme pour nous détourner des sujets principaux.

Pour ne prendre que cet exemple, l'épisode du Burkini est quand même révélateur du niveau du débat dans la société française. Il y a 40 ans, c'était les femmes trop dénudées qui étaient interdites de plage. Aujourd'hui, ce sont celles qui sont trop habillées !

Tout cela est en réalité bien dérisoire face à la gravité et aux drames de ces 18 derniers mois...

Et nous sommes tous également inquiets face à l'état de notre société, à l'évolution du monde. C'est pour cela que nos pensées vont aussi aux victimes du terrorisme en Europe, en Afrique, au Moyen-Orient où elles se comptent par dizaines de milliers.

Ici, à Dunkerque, Grande-Synthe comme à Calais, nous savons aussi ce que cela veut dire avec les camps où s'entassent et survivent des milliers de personnes fuyant l'extrême misère, la guerre, l'horreur et qui espèrent rejoindre l'Angleterre pour sauver leur peau. Quel honte pour notre pays de ne pas être capable d'apporter une réponse humanitaire à ces familles et de laisser grandir une « jungle » dans notre région et dans un arrondissement, le Calaisis, déjà durement frappé par le chômage et la pauvreté.

Je salue la dignité des calaisiens et des habitants du littoral ou de l'interland, qui n'en peuvent plus de cette situation et qui se battent, un peu seul, alors que le problème est de dimension internationale.

C'est cette même dignité qui s'est exprimé après les lâches attentats de Nice et de St Etienne du Rouvray, y compris la communauté religieuse qui, dans sa diversité, a appelé à la Paix et à la fraternité.

Quelle différence et quel écart entre cette attitude, ces mots et les surenchères sécuritaires de quelques dirigeants strictement soucieux des élections à venir !

A l'évidence, il y a besoin en France de sérénité et d'élever le débat pour éradiquer le fléau du terrorisme et garantir la sécurité de chacun ! Cette exigence et ce combat sont les nôtres !

Mais il y aurait également besoin d'initiatives de notre pays au plan international pour faire triompher la Paix et battre durablement DAESH. Force est de le constater, on est loin du compte.

Ces questions seront certainement au cœur du débat politique des prochaines semaines et nous ferons part de nos propositions dans cet état d'esprit. Mais n'oublions pas la vie quotidienne des Français ! N'oublions pas nos difficultés, nos désirs, nos préoccupations pour l'avenir de nos enfants, pour nos aînés...

Mettons tout en œuvre pour revendiquer des politiques de santé, de logement conformes aux attentes, et des moyens pour l'école bien mise à mal ces dernières années au nom des politiques d'austérité !

La justice pour tous, un avenir pour nos jeunes et le droit de vivre dignement et en sécurité partout en France, voilà notre priorité !

Nous en avons ras-le-bol que les dirigeants de notre pays promettent beaucoup sans que rien ne s'améliore dans notre vie... Tout cela alors que les salariés, les retraités, les familles, les jeunes ont fait et font encore beaucoup d'efforts et de sacrifices !

Les contrats précaires à 500 euros, les salaires de 1200 euros net, les heures supplémentaires non payées, les pensions des retraités rabotées après 40 ans de cotisation, les conditions de travail qui se dégradent ! Stop ! Ce sont toujours les mêmes qui payent : ça suffit !

Quelle indécence de découvrir tous les ans au mois de juillet, le classement des 500 plus grandes fortunes de France, et de voir que leur capital augmente quand notre pouvoir d'achat diminue.

Leur fortune moyenne est de 280 millions d'euros, soit 10 millions de plus que l'année dernière. Et c'est la crise ? Pas pour eux !

Quelle indécence aussi de découvrir régulièrement de nouveaux scandales de l'évasion fiscale qui démontrent que ce système économique est complètement corrompu !

60 à 80 milliards d'euros tous les ans manquent au budget de la France à cause de ces grands groupes, ces multinationales qui préfèrent planquer leurs bénéfices dans des paradis fiscaux plutôt que de payer leurs impôts dans notre pays !

Il a fallu quelques rapports parlementaires, dont ceux d'Eric BOCQUET et d'Alain BOCQUET, pour que ça bouge. Et c'est d'ailleurs un sujet que nous mettrons au cœur des prochaines élections présidentielles et législatives car ce système entièrement dédié à la finance, broie nos vies.

Nous pourrions nous appuyer sur le livre d'Eric et d'Alain BOCQUET qui va sortir prochainement sur ce sujet ! Ils sont devenus des spécialistes reconnus, porteurs de propositions très concrètes. Voilà l'utilité des élus communistes !

Oui l'argent existe pour répondre aux besoins humains, préparer l'avenir de nos enfants, préserver la planète, investir dans des services publics efficaces et humains et permettre à chacun d'avoir une vie digne et heureuse.

Nous devons en prendre conscience : il n'y a pas de fatalité à avoir un taux de chômage si élevé et des services publics tant abîmés dans les Hauts de France. C'est même une véritable injustice qui nous est faite d'être la région la plus pauvre de France depuis tant d'années, sans que rien ne change, comme s'il fallait s'y résigner.

Je l'ai dit tout au long de la campagne des dernières élections régionales : notre région n'est pas respectée. Les regards de ceux qui dirigent notre pays à Paris sont bien souvent tournés vers leur nombril, mais rarement vers le Nord !

Nous qui avons tant donné à la France, qui sommes encore une grande région industrielle, agricole, à la pointe dans de nombreux secteurs, nous devons être respectés et bénéficier d'un meilleur traitement que celui que l'on nous réserve depuis trop d'années !

Gouvernements socialiste ou de droite, ils n'ont jamais mis les moyens pour que nous disposions du même niveau de services publics que d'autres régions pour rattraper nos retards.

Ils n'ont jamais cru dans notre principale force qui est l'industrie, tant mise à mal par les logiques de rentabilité et de compétitivité ! C'est pourtant notre plus grande richesse !

Nous proposons de promouvoir le «Made in Hauts de France», comme nous défendons le « made in France ».

Pour faire part de toutes nos propositions et montrer qu'il est possible de vivre avec un vrai travail et un vrai salaire ici en Hauts de France, nous allons lancer, dans les jours qui viennent, une grande campagne et aller à la rencontre des salariés, des habitants, des familles jusqu'à l'automne. Elle s'articulera avec la campagne nationale lancée au printemps avec ce questionnaire que vous avez pu remplir dans les bus.

Nous voulons montrer que l'argent existe pour répondre aux besoins et qu'il est possible de vivre, se former et vivre dignement dans notre pays et ici dans notre région.

Nous voulons unir les français contre cette Europe de la Finance qui place notre pays sous tutelle et décide de nos choix politiques, avec les résultats que l'on connaît !

Nous voulons relever les défis écologiques et ceux de la protection de nos ressources naturelles ;

Nous voulons parler d'un monde de Paix et de fraternité plutôt que de guerre et de compétition !

C'est de tout cela que nous, communistes, nous voulons parler avec nos concitoyens aujourd'hui !

Voilà les sujets qui nous tiennent à cœur à la veille d'échéances politiques importantes plutôt que la bataille des égos des uns et des autres.

Nous avons une grande ambition pour la France, pour notre peuple et pour notre région.

Et nous sommes prêts à travailler avec toutes celles et tous ceux qui la partagent.

Il y a 80 ans, avec le Front Populaire, les Français dans leur riche diversité, s'unissaient pour obtenir de grandes avancées. Ouvriers, paysans, artisans, employés, fonctionnaires, commerçants, ils ont su se rassembler et être unis jusqu'à la victoire.

C'est cette même ambition que nous devons avoir aujourd'hui en tendant la main à toutes celles et ceux qui aspirent à vivre dans un monde plus juste, plus fraternel et plus humain. En nous adressant à tout le monde, sans distinction et même à celles et ceux qui ont voté Front National. Car c'est en rassemblant le monde du travail dans sa grande diversité, en transformant la colère noire en force d'espoir, que nous arriverons à changer le rapport de force.

Alors soyons porteur d'espoir, soyons ouverts et la main tendue pour rassembler et obtenir, enfin, le changement tant attendu en France !

Comme en 36, marions le drapeau rouge et le drapeau Bleu Blanc Rouge pour écrire une nouvelle page de l'histoire de France et redonner de la force aux valeurs de notre République française : Liberté Egalité Fraternité !

Vive la France ! Vive la République !